

## AAP 2026 CONTRAT DE VILLE – NOTE DE CADRAGE

### CONTEXTE : UN APPEL A PROJET 2026 QUI POSE LES JALONS DU NOUVEAU CONTRAT DE VILLE

Le contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » signé par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) le 24 septembre 2024 a renouvelé la mobilisation de l'ensemble des partenaires pour améliorer durablement les conditions de vie des habitants des 21 quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Il soutient une approche intégrée qui vise à prévenir les risques de basculement dans la précarité, enrayer le processus de reproduction des inégalités et permettre aux habitants de retrouver du pouvoir d'agir. Cette dynamique nouvelle repose sur une démarche repensée, **qui dépasse les logiques thématiques pour privilégier la notion de parcours**.

Cette vision centrée sur les parcours implique une continuité dans l'accompagnement, une meilleure coordination des acteurs de terrain et la valorisation de toutes les initiatives, même les plus locales, qui concourent à l'égalité des chances.

Ainsi, la CALL encourage une approche globale où les dispositifs s'articulent afin de répondre à une stratégie structurée autour de trois piliers :

- **Prévenir, repérer** : Lutter contre les déterminismes sociaux et enrayer les processus de reproduction des inégalités par une action préventive ciblée.
- **Agir** : Favoriser l'initiative et l'émancipation des habitants en redonnant du pouvoir d'agir, en soutenant l'action collective et en adoptant des logiques de parcours individualisés.
- **Coopérer** : Être au plus près des besoins des habitants en adaptant les modes d'intervention sur le terrain, en renforçant la présence et la coopération entre les différents acteurs locaux.

A travers son nouveau contrat de ville, la CALL réaffirme son attachement à une méthodologie fondée sur une concertation étroite et une approche décroisée des politiques publiques qui privilégie **une mobilisation des crédits spécifiques de la politique de la ville en complément des dispositifs de droit commun**, afin d'assurer une cohérence et une efficacité renforcées des interventions dans les quartiers prioritaires.

#### ATTENDUS DE LA CALL :

**La CALL sera attentive aux projets qui répondent aux enjeux du contrat de ville avec des attentes particulières pour les actions qui s'inscrivent dans les thématiques suivantes :**

#### **L'habitat et le cadre de vie, l'affaire de tous**

Les projets attendus pourront contribuer à renforcer l'implication citoyenne en acculturant les habitants aux démarches participatives, en les accompagnant dans la levée des freins à leur expression. Cette mobilisation citoyenne devra notamment s'inscrire dans une logique de gestion urbaine de proximité (GUSP) en sensibilisant les habitants à leur rôle d'acteurs du cadre de vie.

Une attention particulière sera portée aux actions s'inscrivant dans les opérations de renouvellement urbain, notamment autour du bon usage des logements neufs ou rénovés (entretien, fonctionnement, maîtrise des charges), et du renforcement de l'employabilité en saisissant les opportunités d'insertion liées aux opérations en cours. Il pourra également s'agir d'actions autour de l'usage et de l'entretien

des espaces publics communs, mais aussi privés, avec pour objectif d'y développer les coopérations et d'y renforcer le lien social.

### **Développement économique et insertion professionnelle, l'articulation avec le droit commun pour une action efficace et cohérente**

Afin d'assurer une gestion rigoureuse des crédits alloués, les projets attendus ne devront pas dupliquer un dispositif de droit commun, mais s'articuler étroitement avec celui-ci pour garantir cohérence et complémentarité. Ainsi, le porteur de projet est invité à faire preuve de vigilance quant aux cibles ou items suffisamment couverts par le droit commun (jeunes diplômés, accompagnement classique des publics BRSA, secteur du numérique, ateliers techniques de recherche d'emploi, création d'entreprise etc.), et investiguer des domaines moins investis (les seniors, la garde d'enfant mobilité...).

Afin de garantir une réelle efficacité, le projet ne devra pas créer un simple effet de saupoudrage et concerner une cohorte significative d'habitants (au moins 15 personnes). Une tolérance sera accordée pour les actions inédites et/ou expérimentales.

### **Développement numérique, la cohérence avec la feuille de route numérique de l'agglomération**

Concernant les sujets ayant une dimension numérique (sobriété, inclusion, etc.), il est recommandé de vérifier leur cohérence avec la feuille de route numérique de l'agglomération validée en décembre 2024, et de bien préciser cette dimension dans le dépôt du dossier.

### **Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la méthodologie :**

- Pour s'assurer de l'équité territoriale à l'échelle intercommunale et d'une cohérence avec les actions locales à l'échelle des communes, **les porteurs associatifs devront avoir pris contact avec les référents des villes concernées** pour la mise en œuvre de leur action en amont du dépôt du dossier sur Dauphin
- Pour permettre l'évaluation continue du contrat de ville, **le porteur devra faire apparaître en préambule, dans le descriptif de l'action, le pilier auquel l'action répond prioritairement**, à savoir (cf. piliers précisés dans le contexte)
- Conformément au schéma de gouvernance validé dans le dispositif contractuel, il est rappelé **l'obligation pour le porteur de mettre en place un comité de suivi de actions** afin de faciliter l'instruction, l'évaluation et d'éclairer les instances décisionnelles
- En cohérence avec l'AMI et la démarche du labo de la participation des habitants, **les projets relevant d'une innovation sociale et s'inscrivant dans des processus de participation des habitants** avérés bénéficieront d'une attention particulière.

### **ATTENDUS DE L'ETAT :**



## INTERVENTION DE LA REGION EN FAVEUR DES HABITANTS DES QUARTIERS EN POLITIQUE DE LA VILLE 2024-2030

Répondant aux priorités régionales que sont l'économie, l'emploi, l'équilibre des territoires et face aux défis de la décarbonation, la Région Hauts-de-France, en s'appuyant sur la dynamique rev3, a réaffirmé son partenariat dans des nouveaux contrats de ville, avec les collectivités et au bénéfice des habitants des quartiers.

Forte de son intervention historique et reconnue (déjà concrétisée par son soutien au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain), la Région Hauts-de-France conforte ainsi son action autour de deux priorités pour les nouveaux contrats de ville 2024-2030, en lien avec les dispositifs politique de la ville et le droit commun.

Ainsi, et sous réserve du vote du budget 2025, la Région poursuivra son accompagnement des programmations des contrats de ville avec des crédits dédiés, en complémentarité de ses crédits de droit commun.

### **1. Un enjeu d'articulation des dispositifs régionaux**

L'engagement régional en faveur des habitants des quartiers de la politique de ville pour la période 2024-2030 s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des contrats de ville et s'appuie sur l'ensemble des moyens mobilisables au profits des quartiers : crédits de droit commun, crédits spécifiques politique de la ville, Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) et fonds européens. La Région a ainsi précisé les lignes de partage entre dispositifs de droit commun et dispositifs spécifiques politique de la ville notamment sur les questions d'emploi et de formation.

Aussi, afin d'accompagner les porteurs de projet sur les dispositifs mobilisables, les services de la Région et en particulier, les agents du service Cohésion Sociale et Urbaine peuvent être sollicités ; par ailleurs, la Région a mis en ligne un guide des aides : <http://guide-aides.hautsdefrance.fr/>. Peuvent ainsi être identifiées les aides existantes au titre du droit commun de la Région Hauts-de-France (notamment à travers un filtre par public : Demandeurs d'emploi, Associations, ... et par thème : Citoyenneté et solidarité, Culture et Patrimoine, Santé...).

Ainsi, la Région interviendra au titre de ses « crédits spécifiques » en appui aux politiques de droit commun.

### **2. Présentation des priorités régionales**

La Région Hauts-de-France souhaite dans ces nouveaux contrats, améliorer la coordination des démarches en faveur des habitants des quartiers et conforter son action autour de deux priorités.

#### **Priorité 1 : Contribuer à renforcer l'attractivité des quartiers par l'amélioration du cadre de vie et de l'accès à l'emploi et à la formation des habitants.**

En matière d'attractivité et d'emploi, des difficultés persistent dans les quartiers Politique de la ville, pour autant, ce sont aussi des territoires enclins à s'inscrire pleinement dans les enjeux de transitions.

Pour rendre ces territoires plus attractifs, il importe que la Région, en complémentarité avec les autres partenaires de la politique de la ville, mobilise davantage les leviers dont elle a la charge/compétence : aménagement du territoire, formation, mobilité, information métier.

Ainsi, l'intervention régionale s'évertuera à participer à la transformation urbaine, économique et sociale, pour changer l'image des quartiers.

### **Priorité 2 : Créer une plus grande proximité avec les habitants des quartiers par l'accompagnement de la citoyenneté active et la co-construction des contrats de ville**

La citoyenneté au travers de la participation des habitants consiste à leur octroyer une place plus importante dans le processus d'élaboration des politiques publiques, dans le cadre des démarches entreprises autour des Fonds de Travaux Urbains (FTU), des Projets d'Initiative Citoyenne (PIC) ou encore Nos Quartiers d'Été (NQE), dispositifs emblématiques de la Région Hauts-de-France.

Les actions collectives, petites ou grandes, favorisent une mise en commun des ressources, la confrontation de points de vue et la considération et compréhension d'intérêts collectifs. La Région souhaite favoriser et accompagner les innovations entreprises et permettre le droit à l'expérimentation de systèmes innovants de participation locale.

*Cf en annexe : Cadre d'intervention régional en faveur des habitants des quartiers de la Politique de la Ville pour la période 2024-2030, adopté par la délibération n°2023.01515, présentée à l'assemblée délibérante du 5 octobre 2023.*

### **3. Nos Quartiers d'Été (NQE)**

Au travers de ce dispositif, la Région Hauts-de-France entend soutenir durant la période estivale, des démarches d'animation des quartiers visant une citoyenneté active via le sport, la culture et le développement durable.

NQE a ainsi pour objectif principal d'animer les quartiers politique de la ville pendant l'été selon les grands principes suivants:

- Inscrire son projet dans un fil rouge régional : en 2026, le fil rouge s'intitulera « Histoire des quartiers, histoire de la région »,
  - Mettre en place des temps forts sur un ou plusieurs jours, « évènements marquants et festifs » qui resteront dans la mémoire des habitants,
  - Mener une démarche collective et participative avec et pour les habitants,
  - Proposer des manifestations écoresponsables s'inscrivant dans une démarche rev3.

Les modalités techniques et financières du dispositif ont été approuvées lors de la commission permanente du 12 octobre 2023 (délibération n°2023.01664) et sont téléchargeables sur :

\* le guide des aides de la Région :

<https://guide-aides.hautsdefrance.fr/dispositif711>

\* la Plateforme des Aides et Subventions (PAS) :

<https://aides.hautsdefrance.fr/sub/tiers/aides/details?sigle=NQE2>

### **4. Projets d'Initiative Citoyenne (PIC)**

C'est un fonds de participation au bénéfice des habitants des quartiers populaires en vue de mobiliser leur capacité à développer et à mettre en œuvre des projets.

Il a pour objectif de :

- Développer les initiatives citoyennes dans tous les quartiers inscrits dans le cadre des contractualisations 2024-2030 « Engagements Quartiers 2030 » ;

- Soutenir des micro-projets et apporter une réponse rapide aux envies d’agir des habitants ;
- Valoriser l’apprentissage de compétences (fonctionnement des institutions et partenaires locaux, gestion de projets, communication dans l’objectif d’appréhender la citoyenneté) ;
- Créer du lien social et être vecteur d’insertion ;
- Développer l’animation, la solidarité, améliorer le cadre de vie d’une manière générale.

En s’inscrivant dans une démarche ouverte et inclusive, le PIC contribue à dynamiser les territoires et peut également s’articuler avec d’autres initiatives portées par les contrats de ville.

Les modalités techniques et financières du dispositif ont été approuvées lors de la commission permanente du 22 mai 2025 (délibération n°2025.00065).

## **5. Fonds de Travaux Urbains (FTU)**

C'est un fonds de participation qui soutient des projets initiés par les habitants des quartiers populaires en vue de mobiliser leur capacité à développer et à mettre en œuvre des projets.

Il a pour objectif de :

- Participer à l'ambition régionale rev3 en développant les initiatives citoyennes dans tous les quartiers inscrits sur la durée des contractualisations 2024-2030 « Engagements Quartiers 2030 » ;
- Améliorer le cadre de vie du quartier ;
- Soutenir des micro-projets et apporter une réponse rapide aux envies d'agir des habitants ;
- Valoriser l'exercice de la citoyenneté par le renforcement des connaissances des habitants (fonctionnement des institutions et partenaires locaux, gestion de projets, communication, etc.) ;
- Créer du lien social et être vecteur d'insertion.

Ce fonds d’investissement, géré par une commune ou Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est un levier essentiel de la Politique de la Ville. Il permet de répondre rapidement et efficacement aux besoins urgents des habitants via des micro-projets qui améliorent concrètement leur cadre de vie.

Les modalités techniques et financières du dispositif ont été approuvées lors de la commission permanente du 10 juillet 2024 (délibération n°2024.01145).

## **ATTENDUS DU DEPARTEMENT :**



**Pas-de-Calais**  
Le Département

Soucieux d’être à l’écoute et au contact des citoyens, des collectivités et des structures locales pour un meilleur service rendu, Le Département du Pas-De-Calais entend agir au quotidien pour l’égalité entre les territoires et l’égalité entre les habitants.

C’est pourquoi il porte l’ambition d’une complémentarité des politiques de solidarité entre elles et en lien avec les autres politiques publiques (éducation, sport, culture, économie sociale et solidaire...) en vue de garantir une réponse de qualité aux besoins sociaux, et il entend soutenir des initiatives en ce sens, en tenant compte des problématiques de transition énergétique et de développement durable.

Trois pactes fixent les ambitions du projet départemental pour la durée du mandat sur l’ensemble du territoire départemental et se déclinent donc dans les quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville.

- Le Pacte des Solidarités Humaines, qui traduit la volonté de reconnaître la place de chacun dans la société, d’aider les habitants à faire face aux difficultés qu’ils rencontrent, d’améliorer

la qualité de l'offre d'accueil et d'accompagnement des publics et de fédérer les acteurs pour développer les solidarités,

- Le Pacte des Solidarités Territoriales, qui traduit la volonté des élus du Conseil Départemental d'investir aujourd'hui pour notre avenir commun, de contribuer à relever les défis du changement climatique et de valoriser les atouts du Département du Pas-De-Calais.
- Le Pacte des Réussites Citoyennes, qui permet au Département de s'inscrire auprès des populations du Pas-De-Calais dans leurs ambitions et leurs réussites en s'engageant en faveur de l'égalité femme-homme, des valeurs de tolérance et de lutte contre toutes les discriminations.

**C'est dans ce cadre d'intervention que s'inscrit l'intervention du Département en faveur du contrat de ville de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL), notamment au travers de trois des axes définis par le Comité Interministériel des Villes :**

- L'égal accès aux services publics,
- L'accompagnement des plus précaires vers l'emploi,
- L'accompagnement des partenaires dans la transition écologique nécessaire des territoires.

Le recensement des dispositifs de droit commun mobilisables :

<https://www.pasdecals.fr/appels-projets-et-appels-candidature>

Il est primordial d'associer les services du Département dès l'élaboration de vos projets afin d'être mieux informés sur les dispositifs départementaux et d'optimiser les financements possibles.

Tout porteur de projet devra, dans la mesure où la mise en œuvre de son action s'appuie sur la participation d'un agent du Département (travailleur social, puéricultrice etc...) préciser dans la fiche action le nombre prévisionnel d'heures de mobilisation.

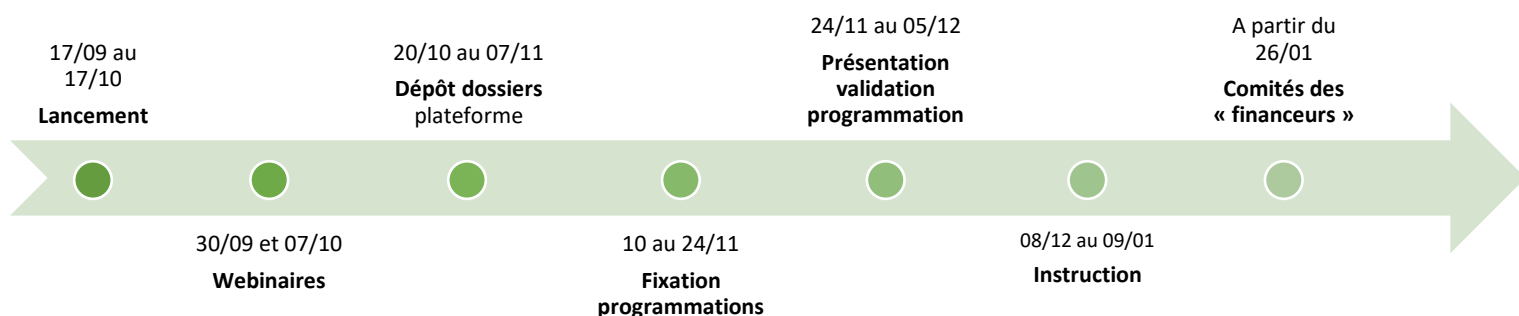
Les projets déposés et complets seront instruits par les services du Département. Ils seront proposés au vote de l'assemblée départementale. Leur instruction ne signifie donc pas l'assurance d'un financement.

<b>Un dépôt de dossier sur la plateforme DAUPHIN n'exonère pas le porteur du dépôt de son dossier auprès du Département.</b>
--

## LISTE DES QUARTIERS PRIORITAIRES :

Code QP	Nom QPV	Commune
QP062002	Camus	ANGRES
QP062019	République – Cité 4	AVION
QP062020	Cité Des Brebis	BULLY-LES-MINES, MAZINGARBE
QP062021	Cité Du Transvaal – Centre	BILLY-MONTIGNY, FOUQUIERES-LES-LENS
QP062022	Cité 5 – Cité 11	GRENAY, LOOS-EN-GOHELLE
QP062023	Cité Bellevue	HARNES
QP062016	Saint-Elie – Fosse 13	DOUVVIN, HULLUCH, HAINES
QP062024	Cité 12 – 14	LENS
QP062025	Grande Résidence	LENS, LOISON-SOUS-LENS, VENDIN-LE-VIEL
QP062026	Cité 2	LENS
QP062027	Sellier Cité 4	LENS
QP062028	Calonne – Marichelles – Vent de Bises	LIEVIN
QP062029	Les Hauts de Liévin – Résidence des Provinces – Cités 9-9bis	LENS, LIEVIN, LOOS-EN- GOHELLE
QP062030	Blum – Salengro – 109	LIEVIN
QP062031	3 Cités	MAZINGARBE
QP062032	Cité 10	SAINS-EN-GOHELLE
QP062033	Les Blanches Laines Fosse 11 12 13	AVION, SALLAUMINES
QP062035	Cité des Taberneaux	WINGLES
QP062034	Quartier du 3/15	MERICOURT, SALLAUMINES, NOYELLES-SOUS-LENS

## CALENDRIER DE DEPOT :



## LES MODALITES :

<b>CALL</b>	<p>Courrier de demande de subvention adressée au Président de la CALL (adresse siège) indiquant l'intitulé de l'action, une description du projet, le montant de subvention sollicité. A cette lettre, devront être annexés les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dossier Cerfa déposé sur Dauphin</li> <li>- Pour les associations, les statuts, la liste des dirigeants, le récépissé de déclaration au JO</li> <li>- Un RIB</li> </ul>
<b>ETAT</b>	Cf note de cadrage
<b>Région</b>	<p>La Région priorisera son accompagnement au regard de son contexte budgétaire et de ses orientations stratégiques.</p> <p>Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'un dialogue de gestion entre la Région et le ou les EPCI (ou la commune, pilote du contrat, le cas échéant). Ils seront analysés dans le cadre du partenariat local en fonction de leur cohérence par rapport aux dispositifs existants sur le territoire et aux priorités régionales.</p> <p>Les demandes de financement des dossiers retenus seront déposées sur la plateforme d'aides en ligne. Les subventions feront l'objet de délibérations d'affectations ultérieures.</p>
<b>Département</b>	<p>Le recensement des dispositifs de droit commun mobilisables :</p> <p><a href="https://www.pasdecalais.fr/appels-projets-et-appels-candidature">https://www.pasdecalais.fr/appels-projets-et-appels-candidature</a></p> <p>Il est primordial d'associer les services du Département dès l'élaboration de vos projets afin d'être mieux informés sur les dispositifs départementaux et d'optimiser les financements possibles.</p>



## LES CONTACTS UTILES

Référént		Fonction	Contacts
CALL	Sergine TORCHY	Chargée de mission Politique Ville <u>Référente thématiques</u> : numérique, mobilités, emploi et insertion professionnelle, culture	<a href="mailto:storchy@agglo-lenslievin.fr">storchy@agglo-lenslievin.fr</a> ☎ 03 21 790 530 ☎ 06 89 70 57 63
CALL	Perrine LEVEL	Chargée de mission Politique Ville <u>Référente thématiques</u> : alimentation, santé, sport, habitat cadre de vie, éducation et jeunesse	<a href="mailto:plevel@agglo-lenslievin.fr">plevel@agglo-lenslievin.fr</a> ☎ 03 21 790 527 ☎ 06 89 72 73 24
ETAT	Elmir GUEDOUAR	Délégué du Préfet	<a href="mailto:elmir.guedouar@pas-de-calais.gouv.fr">elmir.guedouar@pas-de-calais.gouv.fr</a>
ETAT	Emilie RENNOIR	Déléguée du Préfet	<a href="mailto:emilie.rennoir@pas-de-calais.gouv.fr">emilie.rennoir@pas-de-calais.gouv.fr</a>
REGION	Patricia GRABOWSKI	Chargée de mission	<a href="mailto:patricia.grabowski@hautsdefrance.fr">patricia.grabowski@hautsdefrance.fr</a> ☎ 03 74 27 17 65
DEPARTEMENT	Sahaman BELKADI	Référént Politique de la Ville / Jeunesse sur le territoire de la CALL	<a href="mailto:belkadi.sahaman@pasdecalais.fr">belkadi.sahaman@pasdecalais.fr</a> ☎ 03 21 14 02 86 ☎ 07 67 68 23 71

Commune	Référént	Contact
ANGRES	Lola ROBIN	<a href="mailto:lola.robin@angres.fr">lola.robin@angres.fr</a>
AVION	Vincent GROSSEMY	<a href="mailto:vincent.grossemy@ville-avion.fr">vincent.grossemy@ville-avion.fr</a>
BILLY-MONTIGNY	Catherine HANTUTE	<a href="mailto:catherine.hantute@billy-montigny.fr">catherine.hantute@billy-montigny.fr</a>
BULLY-LES-MINES	Typhaine BELLIART	<a href="mailto:typhaine.belliart@mairiebully.fr">typhaine.belliart@mairiebully.fr</a>
FOUQUIERES- LES-LENS	Meryl BROWN	<a href="mailto:mbrown@fouquieres.fr">mbrown@fouquieres.fr</a>
GRENAY	Philippe BOIDIN	<a href="mailto:ingenierie@grenay.fr">ingenierie@grenay.fr</a>
HARNES	Damien JELONKIEWICZ	<a href="mailto:damien.jelonkiewicz@ville-harnes.fr">damien.jelonkiewicz@ville-harnes.fr</a>
HULLUCH	Abdel DEKIOUK	<a href="mailto:abdel.dekiouk@ville-hulluch.fr">abdel.dekiouk@ville-hulluch.fr</a>
LENS	Christophe DELEPLACE	<a href="mailto:cdeleplace@mairie-lens.fr">cdeleplace@mairie-lens.fr</a>
LIEVIN	Frédéric TALAGA	<a href="mailto:f.talaga@lievin.fr">f.talaga@lievin.fr</a>
LOISON-SOUS-LENS	Serge RAVAUX	<a href="mailto:serge.ravaux@ville-loison-sous-lens.fr">serge.ravaux@ville-loison-sous-lens.fr</a>
LOOS-EN- GOHELLE	Angélique MORELLE -FRANCOIS	<a href="mailto:angelique.morelle@loos-en-gohelle.fr">angelique.morelle@loos-en-gohelle.fr</a>
MAZINGARBE	Agnieszka HERLIN	<a href="mailto:agnieszka.herlin@ville-mazingarbe.fr">agnieszka.herlin@ville-mazingarbe.fr</a>
MERICOURT	Lilian BERTA	<a href="mailto:lilian.bera@mairie-mericourt.fr">lilian.bera@mairie-mericourt.fr</a>
NOYELLES-SOUS-LENS	Kévin DURAND	<a href="mailto:k.durand@noyelles-sous-lens.fr">k.durand@noyelles-sous-lens.fr</a>
SAINS-EN-GOHELLE	Cédric BERGERE	<a href="mailto:cedric.bergere@sains-en-gohelle.fr">cedric.bergere@sains-en-gohelle.fr</a>
SALLAUMINES	Manuel HAJA	<a href="mailto:mhaja@ville-sallaumines.fr">mhaja@ville-sallaumines.fr</a>
VENDIN-LE-VIEIL	Alexandre DERISBOURG	<a href="mailto:a.derisbourg@vendinleveil.fr">a.derisbourg@vendinleveil.fr</a>
WINGLES	Sandrine RICHOT	<a href="mailto:sandrine.richot@wingles.fr">sandrine.richot@wingles.fr</a>